

« Toulouse Capitole Publications » est l'archive institutionnelle de
l'Université Toulouse 1 Capitole.

PREUVE DE L'ACCEPTATION DE LA CLAUSE BÉNÉFICIAIRE

MICHEL LEROY

Référence de publication : LEDA mai 2012, n° EDAS-612072-61205, p. 4

Pour toute question sur Toulouse Capitole Publications,
contacter portail-publi@ut-capitole.fr

PREUVE DE L'ACCEPTATION DE LA CLAUSE BÉNÉFICIAIRE

ASSURANCE-VIE — En cas de contestation sur la date d'acceptation de la clause, il appartient à celui qui se prétend bénéficiaire effectif de la garantie de prouver que l'acceptation a été postérieure à la révocation du bénéficiaire.

Cour de cassation 2ème chambre civile, mars 2012, no 11-13275

Cass. 2e civ., 8 mars 2012, n° 11-13275

Avant que la loi ne réforme en 2007 l'acceptation de la clause bénéficiaire, celle-ci n'était soumise à aucune forme particulière, ni à aucun accord du souscripteur. Le plus souvent, l'acceptation prenait la forme d'un courrier à la compagnie d'assurance, envoyée dans un temps assez proche de la désignation.

Que décider lorsque le souscripteur modifie la désignation initiale et qu'à son décès, le bénéficiaire révoqué fait état d'une lettre d'acceptation adressée peu de temps avant l'avenant modificatif? L'assureur pour délivrer la garantie doit-il apporter la preuve de l'antériorité de l'acceptation ?

Telle est la question posée dans une affaire qu'a eu à connaître la Cour de cassation le 8 avril 2012. En l'espèce, le souscripteur avait désigné sa fille comme bénéficiaire de premier rang, le 26 avril 2005. Celle-ci envoie une lettre d'acceptation datée du 5 novembre 2005. Le souscripteur, le 8 novembre 2005, modifie la clause bénéficiaire au profit de son fils. L'assuré décède le 5 décembre 2005. Avant de verser la garantie, l'assureur demande à la fille du souscripteur si elle accepte sa révocation, ce qu'elle refuse. L'assureur lui verse alors le capital garanti. Le fils conteste la date d'acceptation de la clause par sa sœur et assigne en conséquence l'assureur pour faire juger que la clause bénéficiaire avait été valablement modifiée à son profit.

En vain. Pour la cour d'appel saisie du litige, la modification de la clause bénéficiaire est nulle en raison de la validité de l'acceptation antérieure du bénéficiaire, le fils n'établissant pas la fausseté de la date figurant sur la lettre d'acceptation.

En cassation, le fils fit valoir entre autres, que l'acceptation du bénéfice ne devient irrévocable qu'à compter de sa réception effective par l'assureur. Or l'assureur n'établissait pas, en l'espèce, que cette date était antérieure à la révocation.

La Cour de cassation rejette le pourvoi : la cour d'appel a pu décider que l'acceptation par la fille de sa désignation comme bénéficiaire du contrat avait été reçue par l'assureur antérieurement à la nouvelle désignation exprimée par le souscripteur, de sorte que l'assureur, en exécutant le contrat au profit de la bénéficiaire acceptante, n'avait commis aucune faute.

L'arrêt est à approuver. L'assureur qui a eu connaissance de l'acceptation du bénéficiaire avant sa révocation peut valablement délivrer entre ses mains la garantie. Compte tenu de l'existence de la lettre

d'acceptation et de sa date, c'est à celui qui conteste la sincérité de cette date d'apporter la preuve de son caractère mensonger.